Document generated on 04/25/2024 8:26 a.m.

Études internationales

Bernier, Gérald et Boismenu, Gérard (sous la direction de). *Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques*. Actes du colloque de la Société québécoise de science politique, 1983. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sicences, Coll. « Cahiers de l'ACFAS », no. 16, 1983, 523 p.

Paul Pilisi

Volume 15, Number 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI: https://id.erudit.org/iderudit/701759ar
DOI: https://doi.org/10.7202/701759ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Pilisi, P. (1984). Review of [Bernier, Gérald et Boismenu, Gérard (sous la direction de). *Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques*. Actes du colloque de la Société québécoise de science politique, 1983. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sicences, Coll. « Cahiers de l'ACFAS », no. 16, 1983, 523 p.] *Études internationales*, *15*(4), 930–933. https://doi.org/10.7202/701759ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1984

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

lement problématique. Toute action entreprise par les États-Unis pour constituer des stocks des minéraux les plus susceptibles de subir des perturbations a un impact économique et politique profond. Le stockage affecte les prix à la consommation. Il soulève aussi des inquiétudes fondamentales chez les autres pays occidentaux qui se demandent s'ils peuvent s'attendre à ce que les États-Unis leur donne accès à ces réserves en situation d'urgence.

Dans le traitement qui est fait de la menace externe qui pèse sur les approvisionnements américains, *International Minerals* soulève plus de questions qu'il n'offre de réponses. Le chapitre de Van Rensburg sur « Les minéraux sud-africains et la demande mondiale » fait état d'une stratégie d'ensemble soviétique en Afrique sans que les événements récents sur ce continent aient fait l'objet d'un examen rigoureux. Le chapitre de Schroder sur « Les ressources minérales soviétiques et afghanes » souligne au contraire que les motifs qui furent à l'origine de l'intervention militaire des Soviétiques en Afghanistan ne sont pas unidimensionnels.

Le chapitre de De Young sur « L'analyse des ressources minérales du Canada » est probablement le plus décevant. En se concentrant exclusivement sur les questions techniques reliées à la nature et aux sources des renseignements dont disposent les dirigeants canadiens, De Young ne réussit pas à placer la question des minéraux canadiens dans un contexte plus large. De quelle façon, par exemple, les intérêts du Canada en tant qu'importateur/consommateur de minéraux correspondent-ils à ceux de ses alliés occidentaux? De quelle façon les intérêts du Canada en tant que producteur/exportateur l'opposent-ils aux États-Unis et à l'Europe occidentale?

Malgré toutes ces faiblesses, *International Minerals* a au moins un mérite. On doit louer sa volonté déclarée de briser la « myopie unidisciplinaire » (p. 15) qui afflige l'étude des minéraux internationaux. Les géologues ne devraient pas s'adresser exclusivement à d'autres géologues. Les économistes des minéraux ne devraient pas s'adresser exclusivement à d'autres économistes des minéraux. Néanmoins, cette volonté de décloisonner les disciplines aurait été mieux servie par l'inclusion de chapitres écrits par des spécialistes des relations internationales. Cet ouvrage le confirme, la politique internationale des minéraux (et de façon générale des ressources) est un sujet trop important pour être laissé aux mains des experts techniques.

Andrew F. COOPER
Département de science politique
Université de Waterloo, Ontario.

BERNIER, Gérald et BOISMENU, Gérard (sous la direction de). *Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques*. Actes du colloque de la Société québécoise de science politique, 1983. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Coll. « Cahiers de l'ACFAS », no. 16, 1983, 523 p.

Sous ce titre sont rassemblés les textes des exposés du colloque de la Société québécoise de science politique. Les deux directeurs de l'ouvrage collectif indiquent que la « crise économique imprègne les conditions de vie de larges couches de la population... » et elle « se caractérise par son ampleur et sa généralisation » (pp. 9-10). Pour cerner les modèles, les problèmes et les enjeux, ils précisent que la démarche multidisciplinaire et l'approche comparative s'imposent.

La première partie, ayant comme titre, « Crise et transformations des régimes », propose de traiter la crise dans une dimension comparative. Les systèmes économiques et politiques étudiés sont ceux des pays occidentaux, des pays de l'Est et de l'Amérique latine. La deuxième partie, consacrée à « l'État canadien en crise », analyse les transformations de l'appareil étatique, les effets de la crise sur les forces politico-sociales et les idéologies, eu égard en particulier au Québec.

Ces espaces étudiés, en l'occurence l'Amérique latine, l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale, les pays de l'Est, l'URSS, pays continental et eurasien, appartiennent à des civilisations différentes. Le clivage aux niveaux de l'industrialisation, de la typologie

des régimes et des idéologies, indique déjà la complexité des modèles et des variables face aux tentatives de simplifications normatives. Est-ce qu'il s'agit d'une crise de civilisation ou tout simplement d'une crise économique? Est-ce que la crise de solidarité au sein de l'Europe communautaire ou au Canada peut s'exprimer dans sa seule dimension économique? La réforme religieuse en Occident, on célèbre le demi-millénaire de la naissance de M. Luther, la crise de l'Empire Ottoman ou de la Russie tsariste avaient-elles été liées aux crises économiques? S'il y a crise économique et transformation des régimes, comment les régimes soviétiques et est-européens se transforment-ils? Quant à la démarche multidisciplinaire, notion à la mode et assez vague, il s'agit plutôt d'une juxtaposition des démarches disciplinaires. L'approche comparative, à notre avis, devrait être autre chose qu'une suite d'études écrites par des spécialistes sur l'URSS, les pays de l'Amérique latine ou le Canada. On ne peut pas raisonnablement exiger d'un spécialiste du marché noir en URSS qu'il compare cet aspect auxiliaire et nécessaire de la vie soviétique à un phénomène comparable au Québec ou en Amérique latine.

Comme souligne D.-L. Seiler dans son essai, *La politique comparée*, (Paris, Armand Colin, 1982) la démarche comparative en science politique est encore dans l'enfance « où règne le « bricolage idéologique » (p. 27). »

H. Gintis et S. Bowles brossent le tableau de la crise économique aux États-Unis, A. Lipietz et J. Gough exposent des idées et la critique des idées sur l'État-providence respectivement en France et en Angleterre.

Quant à la « crise politique » et aux transformations des régimes dans les pays de l'Est, il convient de mentionner quelques faits. Wittgenstein nous rappelle que le monde est un ensemble de faits, non pas de choses. En premier lieu, jamais une crise de nature économique n'a réussi à changer les régimes de l'URSS ou des pays de l'Est. La famine de 1932 en Ukraine, provoquant la mort de plusieurs millions de personnes, niée officiellement depuis lors, n'avait aucun effet sur le régime. La NEP de Lénine, tactique politique plutôt que de réforme en matière économique, avait été conçue non pas en fonction de l'amélioration du niveau de vie mais en fonction des objectifs et de la finalité de l'idéologie. Comme nous le rappelle Dahrendorf, la crise socio-économique, dans le socialisme réel, entre société sans parti et parti-État, est automatiquement politique. L'inexistence de « corps intermédiaires » entre parti-État et société sans parti provoque presque automatiquement la politisation de la crise. Les « corps intermédiaires » du socialisme réel, sans aucun rôle de médiation entre parti-État et société ne peuvent exister que par et pour le parti. Les « choses » relatives au pacifisme ou au marché noir n'y sont pas réglées par les constitutions mais par le code pénal.

Dans son étude sur « Les formes actuelles de crise dans les économies de type soviétique », B. Chavance identifie le mauvais temps comme l'une des causes de la pénurie alimentaire dans plusieurs pays socialistes. « Plusieurs années de mauvaises récoltes se sont succédées dans l'agriculture suscitant parfois des pénuries alimentaires ou conduisant à des mesures de rationnement comme en Pologne, en URSS, en Roumanie » (p. 131). On pourrait même confirmer ce genre de réflexion en se référant aux versions plus explicites circulant dans ces pays. Ainsi, à la question de savoir qui sont les principaux ennemis de l'agriculture socialiste de « type soviétique », la réponse sera brutalement simple: le printemps, l'été, l'automne et l'hiver (cf. Ch. Yelen).

L'article de L. Duhamel, sur « Le marché noir et son impact sur les systèmes économiques et politiques de l'URSS », contient des suggestions fort intéressantes pour les dirigeants soviétiques en lutte contre le marché noir. « Selon certains intellectuels de gauche, l'URSS aurait besoin d'une décentralisation autre que celle proposée par Liberman au début des années soixante, qui consisterait à donner à la base ouvrière et paysanne des attributs plus étendus à l'intérieur des unités de production.. » (p. 177). Certains intellectuels russes et baltes avaient ainsi compris le socialisme déjà en 1919-1920 à Kronstadt par exemple. Trotsky, à la tête de l'armée rouge

expéditionnaire, leur avait expliqué à la pointe du fusil que leur compréhension du socialisme et du centralisme démocratique était « erronée ». Les ouvriers susceptibles de revendiquer des attributs « plus étendus à l'intérieur des unités de production » ont été enrôlés dans l'armée. La militarisation des unités de production n'est pas, à toute fin pratique, une assemblée délibérante, mais une unité hiérarchique tenue d'exécuter les ordres. La loi martiale en Pologne avait les mêmes portées et effets. En URSS, le centralisme démocratique est devenu un mot dépourvu de toute signification. Les dirigeants soviétiques, en feuilletant la liste des souhaits de « certains intellectuels de gauche », pourraient découvrir des recettes magiques, riches en imagination. Les mêmes dirigeants, « en lutte » contre le marché noir, devraient également retenir la recommandation suivante en matière de finances publiques: « Si le taux de change officiel du rouble était amené à sa valeur réelle, cela anéantirait une partie à tout le moins du marché noir... » (p. 179). Et le commerce à l'intérieur du Comecon? Et le prix du pétrole, acheté par les pays frères, exprimé en roubles? Il ne serait pas sans intérêt de rassembler ces recommandations et de les proposer au plénum du Comité Central devenu peu imaginatif en matière fiscale. Que penser de l'affirmation suivante relative à l'écart des revenus? « Même si l'écart des salaires du plus haut au plus bas niveau est de beaucoup moins important que ce qui existe dans les pays capitalistes développés, l'inégalité salariale, combinée à la pénurie de produits, engendre la constitution d'une élite privilégiée » (p. 172). Est-ce l'oeuf qui engendre la poule ou l'inverse? Précisons qu'en URSS et dans les pays de l'Est, les privilèges ne sont pas liés aux salaires mais au statut. La datcha ou la résidence d'été à la Mer Noire n'appartenait pas à Staline, à Khrouchtchev ou à Brejnev et ne sont pas la propriété d'Andropov. Elles sont à la disposition du Premier secrétaire du parti communiste de l'Union soviétique en fonction. Peut-on vraiment expliquer l'émergence d'une élite privilégiée par l'inégalité salariale et par la pénurie de produits? On peut déduire logiquement, de cette affirmation, que la danseuse étoile du Bolchoï, le fils de Brejnev ou de Gromyko appartiennent à une élite privilégiée à condition qu'il y ait inégalité salariale et pénurie alimentaire? Comme si la collection de voitures de Brejnev avait été réalisée grâce à son salaire en lui permettant de se procurer une Lincoln Continental ou une Porsche auprès des kolkhoziens enrichis du Kazakhstan dont le chef du KGB, un autre privilégié, lui avait indiqué les adresses. L'étude de L. Beaudry, sur « Le changement idéologique des courants progressistes au Québec, une forme de participation à la « crise du marxisme » (1960-1980) », brosse le tableau des « socialismes » existants au Québec. Passant en revue des tendances marxistes, léninistes, trotskystes voire féministes, le lecteur a l'impression de se promener sur le terrain du socialisme imaginaire. Le programme du RPS proclame, entre autres, que « Le socialisme est à inventer puisque jamais la conciliation du socialisme et de liberté n'a été réalisée » (p. 470). Quant au « socialisme réel », ni la révolution d'octobre 1917, ni la pratique du socialisme en URSS, dans les pays de l'Est ou en Chine ne peuvent être considérées comme faisant partie de la tradition socialiste (cf. p. 467). Comment interpréter une affirmation pareille? Peut-être faudrait-il commander une étude de marketing sur la « faisabilité du socialisme », cette fois vrai. Inventer le « vrai socialisme » de toute pièce, enregistrer le brevet précieux après expérimentation à Ste-Agathe, confier le marketing à la maison Tremblay & McIntosh & Mirageman Ltée et à vendre à rabais aux pays socialistes nécessiteux.

G.-R. Laliberté s'interroge sur « L'actualité de l'alternative socialiste au Québec » et pose la question que voici:... « est-il possible de fusionner au socialisme en une même praxis de libération sociale, trois courants qui me semblent prioritaires au Québec actuel: le féminisme, la démocratie ouvrière et le nationalisme? » (p. 497). Dans la conclusion, l'auteur répond « positivement à l'interrogation centrale » de son texte. Quel serait le sort des handicapés, des vieillards, des masculinistes, des trotskystes, des maoistes, des léninistes, des nihilistes, des Indiens qui n'auraient pas oeuvré au fusionnement de ces courants prioritaires?

Qu'est-ce que le socialisme? Peut-être l'avenir radieux de l'humanité qui s'éloigne au fur et à mesure qu'on s'approche de lui.

Paul PILISI

Département des sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi

BRIGOULEIX, Bernard. *Les Allemands aujourd'hui*. Paris, Balland, 1984, 288 p.

Le titre de ce livre n'est guère moins accrocheur que la présentation. L'acheteur éventuel lit d'abord: « Les Allemands » – et pense être devant un ouvrage monumental (mais qui peut présenter un peuple en 285 pages?). Vient ensuite une précision, « aujourd'hui », première restriction imprimée en caractères plus petits, et en rouge. Il se peut que la maison d'édition ait eu quelques remords après l'impression du livre; elle a donc jugé bon d'ajouter une bande de publicité, en rouge, et en guise de sous-titre: « Ont-ils changé?... » Cela indique une première orientation du livre: relever l'image des Allemands du passé et la comparer à celle qu'ils projettent aujourd'hui. Les trois petits points laissent la question en suspens et invitent l'acheteur à entreprendre la lecture.

L'introduction délimite le sujet et justifie le titre plutôt ambitieux: l'auteur ne veut pas régler un compte éventuel avec l'Allemagne. Il désire plutôt en finir avec les stéréotypes nationaux, démolir quelques clichés, ramener à la raison les quelques inconditionnels « pour ou contre ». Mais ce qui importe encore plus que cette délimination du sujet, c'est l'aveu de Brigouleix: « Les voici..., ces Allemands, sinon tout à fait tels qu'ils sont... du moins tels que les a observés, depuis un certain nombre d'années déjà, quelqu'un que son métier a conduit d'innombrables fois à voyager « outre-Rhin »..., à leur parler, à lire « leur » presse, à « les » regarder et écouter vivre. Et qui ne le regrette pas » (p. 8). Un tel aveu est attachant, puisqu'il ne vient pas d'*ex cathedra*, mais de quelqu'un qui livre ses propres impressions, sans prétendre avoir trouvé la clé de l'énigme que sont les Allemands.

Mais ces Allemands sont-ils si énigmatiques? L'image qu'ils projettent a été fortement teintée par ce malheureux épisode de 1933 à 1945 qui les faisait ressembler à un peuple de fanatiques d'une cruauté inouïe, à des jusqu'au-boutistes irréductibles, des militaristes qui ne veulent rien savoir d'un mouvement pacifiste. Si, au temps de Madame de Staël, ils étaient tous des romantiques, pendant la seconde moitié du XIXème siècle, des érudits, des musiciens, des artistes, ils avaient acquis, lors de la Première Guerre mondiale, cette réputation de martialité qui rendait les notions « allemand » et « canon » synonymes. Le but de ce livre est donc d'en finir avec les vieux clichés et de présenter cette « nouvelle Allemagne » de l'après-guerre.

L'auteur débute par un aperçu historique, sans commencer par Adam et Eve, mais par l'année zéro, 1945. Il démontre très bien sur quelles bases se fondent les deux Allemagnes d'aujourd'hui: c'est avant tout le sentiment de culpabilité qui hantera – et hante toujours – ce peuple, après les atrocités commises par le régime hitlérien. Personne ne peut rester indifférent devant le fait qu'un peuple entier assiste, en quelques années seulement, à l'anéantissement de tout son passé. La reconstruction frénétique des grandes villes au passé millénaire s'est faite, pendant les années cinquante, avec des moyens de fortune et des ressources financières très restreintes. Se trouver dans un quartier sombre, gris, monotone, franchement laid, à Francfort, Hambourg, Cologne ou Berlin, et penser qu'au même endroit se trouvaient avant 1939, des bijoux architecturaux du moyen-âge – cela a laissé, surtout dans les coeurs de la génération hitlérienne, une profonde amertume envers le régime allemand responsable de cette dévastation et un réflexe de fuite envers tout ce qui ressemble de près ou de loin à une répétition possible de ce désastre: les mouvements pacifistes, les Verts, les écologistes sont directement issus de ce sentiment de culpabilité. De plus, après la division de l'Allemagne et par suite de la formation de deux gouvernements dont les options politiques sont diamétralement opposées, les Allemands évitent avec prudence tout ce qui pourrait les conduire vers une situation analogue à celle de 1933.